

Les subsides

La présidente suppléante (Mme Champagne): Le temps alloué est écoulé. Reprise du débat.

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Madame la Présidente, j'ai suivi le débat d'aujourd'hui de très près. J'entends toute une litanie de plaintes au sujet du service postal depuis un certain nombre d'années. Je ne m'attarderai pas sur les détails. Cependant, je tiens à mentionner, après avoir entendu le député de Winnipeg—Assiniboine (M. McKenzie) se plaindre de ce que les libéraux ont fait, que depuis quelques années, je collectionne les enveloppes. J'en ai ici quelques-unes, la dernière poignée que j'ai reçue.

Si on voulait se plaindre des Postes canadiennes, on pourrait parler de ces enveloppes. Celle-là a pris dix jours pour se rendre de Vancouver à Ottawa et celle-ci, six jours pour franchir la distance entre Toronto et Ottawa. En voici une autre, en provenance de Winnipeg, qui n'est parvenue à Ottawa que neuf jours plus tard. Il a fallu également neuf jours à cette lettre en provenance de Moose Jaw pour arriver à Ottawa, et enfin celle-ci en provenance du bureau de poste principal d'Alta Vista, à Ottawa, a pris sept jours pour parvenir à la Chambre des communes. Ces lettres ont toutes été expédiées depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs.

J'ai une collection d'enveloppes qui ont été envoyées alors que les libéraux étaient au pouvoir. J'ai demandé à mon personnel de noter la date à laquelle chaque lettre a été expédiée et la date à laquelle elle a été reçue à ce bureau de poste, et de garder ces enveloppes. J'exhorte tous les députés à faire de même.

Ce n'est rien de plus que le symptôme d'une maladie à savoir la fausse hypothèse selon laquelle, comme l'a recommandé la Commission, les Postes canadiennes devraient être autosuffisantes. Comme le ministre l'a déclaré aujourd'hui—je suis désolé qu'il ait dû sortir un instant—cet objectif a l'aval du gouvernement. Or, il va tout à fait à l'encontre de la prestation d'un service postal équitable dans tout le pays. Ces deux objectifs sont tout à fait incompatibles.

Le service postal est un service public d'intérêt national. Face à ce principe fondamental, l'autofinancement doit passer au second plan. Je ne connais pas plus de trois ou quatre pays où le service postal fait ses frais, sans parler de réaliser des profits. Il se peut que les services postaux de Monaco et du Lichtenstein soient rentables, et on me dit que les services postaux britanniques et suédois se portent bien, mais dans ces pays, ils vendent bien d'autres services, afin d'offrir un service rapide de distribution à domicile dans les villes et les campagnes.

Ceux qui réclament l'autosuffisance prétendent qu'on ne peut laisser un service public, une société d'État, occuper une place qui appartient de droit au secteur privé, qu'il s'agisse de la distribution du courrier, ou de l'émission de comptes d'épargne et de permis de conduire. Je me souviens d'avoir fait mon inscription militaire au bureau de poste en 1942, à l'époque de la conscription, mais en ce temps-là, tout se faisait au bureau de poste. Je ne dis pas que nous devrions revenir à cette époque. Je considère cependant que tout le pays a besoin d'un service de livraison à domicile dans les agglomérations urbaines, d'itinéraires ruraux et de bureaux de poste dans les campagnes. On ne peut parler de rentabiliser un service postal et d'assurer en même temps un tel service à l'échelle nationale.

Ce service peut s'autofinancer de temps à autre, peut-être trois ans sur cinq, mais les contribuables ne considèrent pas qu'il doive absolument rentrer dans ses frais.

Je donne entièrement raison à mes collègues d'en face, y compris le député de Winnipeg—Assiniboine. Ce sont bien les libéraux qui sont à l'origine de cette situation. Je ne le conteste pas du tout, je fais simplement porter le chapeau aux libéraux et aux conservateurs. Au demeurant, on ne peut gagner sur tous les plans.

A cause de notre situation géographique, de notre climat et de l'étendue de notre pays, la Société des postes aura de la chance de pouvoir rentrer dans ses frais, et il est fort probable qu'elle perdra de l'argent. Je ne propose pas, quand même, de lui laisser la bride sur le cou en lui permettant de dépenser à sa guise. Il faut qu'elle soit efficace, et elle doit l'être en assurant un bon service postal à tous nos concitoyens, dans toutes les régions du pays. C'est l'évidence même. Cependant, l'efficacité ne peut être réalisée au détriment des habitants des villes et des campagnes et en supprimant les bureaux de postes ruraux.

Le premier ministre (M. Mulroney) a prétendu qu'il n'y avait pas de citoyens de deuxième ordre au Canada. Les habitants du nord-ouest et du sud-ouest de Regina sont traités comme tels pourtant. Ils demeurent une rue trop loin pour pouvoir bénéficier du service de livraison à domicile. La situation est la même dans chaque ville canadienne.

Naturellement que le service postal doit être efficace, mais il devrait être surveillé par un organisme orienté vers le consommateur, qui ne prenne pas en considération les exigences financières du gouvernement. Toutefois, il n'y a pas de doute que si nous voulons fournir le même service postal à tous il est probable qu'il sera déficitaire huit ou neuf années sur dix.

Je n'ai toujours pas entendu de contribuable, de libéral, de conservateur, de néo-démocrate, d'homme d'affaires, petit ou grand, de propriétaire, d'agriculteur ni de pensionné, de ma circonscription ou d'ailleurs au Canada qui s'oppose à ce que Postes Canada ait un déficit pourvu qu'elle fournisse le service. Compte tenu de la grandeur du pays, du climat et de la dispersion de la population, il est certain que la nation dans son ensemble doit participer au financement de la distribution du courrier, comme elle participe à bien d'autres choses.

J'ai parlé avec un agriculteur d'Aylesbury, dans la circonscription de mon collègue de Moose Jaw. Je suis sûr qu'il serait aussi bien reçu là-bas qu'un chien dans un jeu de quilles.

M. Gottselig: J'ai déjà habité là-bas.

M. Benjamin: Je suis sûr qu'il serait bien reçu. Comme me le disait un agriculteur d'Aylesbury: «D'une part ils vont augmenter l'affranchissement que je dois payer et d'autre part ils vont cesser de m'apporter mon courrier. Pourquoi relever les tarifs, pour les lettres ou les colis? Ils vont fermer le bureau de poste d'Aylesbury». Ce sera la même chose dans 1 800 hameaux, villages ou petites villes du Canada. Le premier objectif du gouvernement doit être d'assurer un bon service et le deuxième de permettre l'autofinancement de la société. Pour l'instant, d'après le ministre, le gouvernement accorde la priorité à l'autofinancement au détriment du service.

• (1740)

Je suis certain que mes amis de l'arrière-ban ministériel ont compris ce que veulent leurs électeurs. On ne peut pas avoir à